## ALORS QUE LE NOMBRE DE VICTIMES A ATTEINT LES 1 203 MORTS À GHAZA

# Israël s'apprêterait à annoncer un cessez-le-feu unilatéral

***Israël s'apprêtait à annoncer hier soir un cessez-le-feu unilatéral. Dans ce contexte, le Hamas exige, encore une fois, le retrait complet des troupes israéliennes de Ghaza et menace de poursuivre la confrontation dans la cas où Israël décréterait un cessez-le-feu sans concertation.***

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -** Une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat et durable à Ghaza menant au retrait total des forces israéliennes, qui est restée toutefois sans écho, a été adoptée vendredi soir à une large majorité par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies. Tandis qu'Israël continue de pilonner Ghaza alourdissant le bilan des victimes palestiniennes, la diplomatie était hier donc toujours en situation d'échec. Alors que le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Ban-ki-moon, a exigé un cessez-le-feu des deux parties, l'agression israélienne se poursuit toujours, ignorant les injonctions de l'ONU et violant de ce fait les lois internationales. Hier matin, le bombardement d'une école gérée par l'ONU et située à Beit Lahya a fait deux morts, une femme et un enfant, ainsi que 11 blessés, portant ainsi le nombre total des victimes à 1 203. Les attaques israéliennes, en violation des conventions de Genève, ont même ciblé des sites appartenant à l'Organisation des Nations unies. Encore une fois, Israël, jouissant d'une impunité apparemment sans limite, a justifié l'injustifiable en parlant d'erreur. Par ailleurs, l'Egypte, qui joue le rôle de médiateur entre le Hamas et les autorités israéliennes, a déclaré qu'Israël est le principal obstacle à un cessez-le-feu. Les dirigeants arabes, réunis ce vendredi à Doha dans le cadre des travaux de la réunion consultative extraordinaire des chefs d'Etat arabes, ont pour leur part, appelé à la suspension de toute forme de normalisation avec Israël, y compris celle relative à la révision des relations diplomatiques et économiques. Les appels des chefs d'Etat arabes à partir de Doha sont, encore une fois, restés lettre morte et Israël poursuit son offensive contre le peuple palestinien en toute impunité.

Les pays participant au sommet de Doha ont, dans un communiqué final, appelé Israël à «l'arrêt immédiat de l'agression, ainsi qu'au retrait inconditionnel de ses forces», tout en soulignant la nécessité de «créer un fonds de reconstruction» de ce territoire. **F.-Z.B.**

## BÉJAÏA

# Plusieurs centaines de citoyens ferment la RN 9 à la circulation

La population du village Ighzer Ouftis, dans la commune de Derguina, sur la côte est, a fermé à la circulation, dans la matinée d'hier, la RN 9 reliant la ville de Béjaïa à la wilaya de Sétif pour crier son mécontentement et sa colère devant «le laxisme des autorités à mettre fin à son cauchemar malgré les multiples réclamations adressées depuis plusieurs années pour trouver une solution aux risques d'éboulement de terrains menaçant dangereusement leurs habitations à chaque intempérie».

Les villageois protestataires, plusieurs centaines, ont décidé de recourir à cette démonstration de force pour se faire «entendre» des pouvoirs publics. Les automobilistes qui se dirigeaient vers la wilaya de Sétif ont été coincés de quatre heures du matin jusqu'à midi dans d'énormes bouchons.

Ce n'est qu'au milieu de la journée que les manifestants ont accepté de libérer la route après l'intervention des responsables locaux qui se sont «engagés à prendre réellement en charge leurs doléances», selon une source locale.

Selon les villageois, plusieurs dizaines de maisons sont sérieusement menacées par des éboulements de terrains suite aux fortes pluies qui se sont abattues la semaine écoulée sur toute la wilaya de Béjaïa.

Par ailleurs, une action similaire de protestation a été observée au niveau de la commune de Bordj Mira où la population locale a fermé, dans la journée de jeudi dernier, le même axe routier à la circulation pour dénoncer «le silence des autorités, incapables de trouver, selon eux, une solution à ces inondations récurrentes».

**A. K.**

## SIGNATURE DE QUATRE NOUVEAUX CONTRATS D'EXPLORATION PÉTROLIÈRE DANS LE SUD ALGÉRIEN

# Des Russes et des Allemands pour la première fois

***Quatre nouveaux contrats pour l'exploration d'hydrocarbures, les premiers du genre en Algérie, ont été signés hier après-midi entre la Sonatrach et quatre compagnies pétrolières étrangères. Au vu de la crise financière mondiale qui a engendré une baisse vertigineuse des prix du baril, la signature de ces nouveaux contrats est considérée comme satisfaisante par les responsables de Sonatrach et par le ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil.***

**Lyès Menacer – Alger (Le Soir) –** Deux nouvelles compagnies étrangères viennent de décrocher, pour la première fois, des contrats de partenariat dans le domaine de l'exploration pétrolière et gazière, avec l'entreprise nationale d'hydrocarbures Sonatrach. Il s'agit du géant russe Gazprom et de l'allemand Eon Ruhrgas qui s'engageront respectivement dans l'exploration des deux périmètres d'Al Assel et du basin de Berkine.

Ces deux périmètres sont totalement détenus par la Sonatrach qui a décidé de les céder dans le cadre d'un accord d'avenant de cession à hauteur de 49% de taux d'intérêts. Le montant de l'investissement qui sera consenti est estimé dans cette première phase d'exploration à 105 millions de dollars. Il est prévu la réalisation de 8 puits pour ces deux périmètres. Les deux autres périmètres restants, celui de Guern El Guesaâ et de Kerzaz, sont confiés à la compagnie britannique GB et l'italien ENI qui sont déjà présents depuis quelques années en Algérie. Ces deux entreprises ont signé des contrats qui prévoient, dans une première phase d'exploration, la réalisation de 15 puits au total.

La valeur de l'investissement concernant ces deux contrats s'élève à 169 millions de dollars, pour la seule première phase. Le coût de l'investissement total, pour l'ensemble des périmètres est de 274 millions de dollars, ce qui est considéré comme appréciable par le P-dg de Sonatrach, M. Mohamed Meziane, qui estime que «ces premiers contrats d'association sont la meilleure preuve de concrétiser notre volonté de partager cette coopération dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant». Les quatre périmètres qui viennent d'être confiés à ces compagnies étrangères ont été mis à la concurrence internationale durant l'été dernier. La séance d'ouverture des plis s'est déroulée à la fin du mois de décembre dernier. Douze autres périmètres ont été mis dans un avis d'appel d'offres qui avait attiré au départ plus de 70 sociétés nationales et étrangères.

Le déclenchement de la crise financière et économique internationale vers le mois de septembre 2008 aurait poussé la plupart des sociétés concurrentes à revoir leurs stratégies d'investissement et à se retirer de la course. A noter aussi que les quatre périmètres qui ont fait l'objet de signature de contrats de partenariat, hier, ont attiré plus de monde lors des séances de data room organisées par l'Agence nationale pour la revalorisation des ressources hydrocarbures (Alnaft) et la Sonatrach. Pour le P-dg de la Sonatrach, la crise financière mondiale ne remettra pas en cause les 69 milliards de dollars d'investissement qui sont programmés pour l'année 2009. Selon lui, la Sonatrach va poursuivre sa stratégie de développement sur l'international et va consolider ses méthodes de gestion, de management et d'exploration. Ces nouveaux contrats constituent, pour M. Meziane, de nouveaux jalons à développer à travers des opérations conjointes.

Présent à la cérémonie de signature des contrats, le ministre de l'Energie et des Mines, M. Chakib Khelil, a déclaré que Sonatrach n'a pas l'intention de geler ses projets malgré une baisse de la demande en hydrocarbures qui vient d'être annoncée pour 2009. Khellil a déclaré qu'une nouvelle baisse de la production sera discutée lors de la rencontre du 15 mars prochain à Vienne. A noter que l'Opep a déjà réduit sa production pétrolière de 4,5 millions de barils par jour suite à la dégringolade des prix de l'or noir, engendrée par la crise financière mondiale.

**L. M.**

## L'ALGÉRIE FACE À LA CRISE FINANCIÈRE

# Des recettes en recul si les cours du pétrole chutent

***Une chute de 50% des cours de l'or noir se traduira, selon un universitaire algérien, pour notre pays, par des recettes d'exportation réduites de moitié, des recettes fiscales et budgétaires réduites d'un tiers et une richesse nationale diminuée d'un quart.***

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -** Réunis à la Résidence El-Mithak à Alger, à l'initiative de l'Assemblée populaire nationale (APN), des officiels, des parlementaires, des syndicalistes, des scientifiques, des chercheurs et des opérateurs économiques nationaux, ainsi que des experts étrangers, débattent d'une problématique percutante. Celle du rôle de l'Etat et son intervention dans les économies, dans le contexte de mondialisation prégnante et de crise financière internationale aggravée, de plus en plus structurelle et de plus longue durée que prévu.

L'occasion, selon le président de l'APN, Abdelaziz Ziari, d'«une réflexion d'étape sur ce que devraient être ou continuer d'être les politiques publiques dans les domaines les plus névralgiques». Mais aussi sur le rôle de l'Etat : reprendre complètement les rênes du pouvoir économique ? Renforcer la seule fonction de contrôle ? Réguler davantage ? Déréguler en laissant commander le seul marché ? Ou continuer sur la voie et même renforcer sa politique d'investissements publics, de réalisation d'infrastructures et de solidarité nationale ? En s'interrogeant justement sur les conséquences de la crise économique mondiale (recul des flux de capitaux et d'investissements, resserrement du crédit bancaire, baisse de la demande et impact sur les exportations…) et comment l'Algérie pourra-t-elle gérer ces effets sur ses programmes de développement.

A ce propos, Abdelaziz Ziari a relevé que «si l'Algérie n'est que peu affectée par la crise financière primaire, au regard de la nature encore embryonnaire du marché boursier national, l'impact de cette crise sur l'économie réelle des pays industrialisés affecte nécessairement le produit de nos échanges commerciaux, ce qui n'est pas, comme nous commençons à le subir, sans risque pour le financement de nos programmes en cours».

Dans le même ordre d'idées, le doyen de la Faculté des sciences économiques de l'université de Béjaïa, Farid Yaici, a estimé que l'Algérie peut «faire face pendant deux ans à la dégradation de l'économie internationale».

Et même si l'aisance financière actuelle est dévalorisée par la forte dépendance des hydrocarbures et révèle notre vulnérabilité, le ralentissement économique mondial se répercutant sur la demande pétrolière, le pétrole et le gaz appelés à s'épuiser et la consommation énergétique se modifiant. Certes, si les prix du pétrole restent soutenables, l'Algérie continuera d'engranger des recettes d'exportation de l'ordre de 55 milliards de dollars jusqu'en 2040.

Néanmoins, avancera cet économiste, une chute de 50% des cours de l'or noir se traduira par des recettes d'exportation réduites de moitié, des recettes de l'Etat réduites d'un tiers et une richesse nationale diminuée d'un quart. D'où la nécessité, évidente selon d'autres économistes, de poursuivre les réformes économiques structurelles couplées à la valorisation du capital humain.

Et cela même de l'avis du professeur Ahmed Silem, de l'Université Lyon III, l'économie algérienne reste une «exception» quoique incompréhensible, d'autant que si les taux de croissance déclinent ailleurs, la croissance algérienne enregistre des niveaux à la hausse, dira-t-il.

**C. B.**

## LE PATRON DE L'UGTA L'ANNONCE

# Vers une conférence sur la gestion de la crise financière

Une conférence nationale sur la gestion de la crise financière sera organisée au courant du premier trimestre 2009. L'occasion, selon le secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi-Saïd, de confronter les positions des partenaires sociaux et de discuter du patriotisme économique. Tout en appelant à façonner, face à la crise financière internationale, un «consensus bâti sur une vision collective», le patron de la Centrale syndicale a indiqué que son organisation a finalisé un document destiné aux pouvoirs publics et relatif aux moyens de contrecarrer cette crise.

**C. B.**